

Equateur

S'adapter sans rompre

Co-auteur d'une étude de l'Orstom dans les Andes équatoriennes, Thierry Ruf montre à travers l'exemple d'Urcuquí que la gestion de l'eau s'inscrit dans une perspective historique et que les règles de gestion ne sont pas immuables.

Thierry Ruf
Orstom*

Juin 1994 : toutes les routes de l'Équateur sont bloquées pendant une semaine par les communautés paysannes opposées à la loi de développement agricole, qui remet en cause la propriété des terres et le régime d'irrigation au bénéfice du secteur privé.

Les premiers canaux d'irrigation assurant des transferts importants de ressources hydriques depuis les hauts bassins versants jusqu'aux zones tempérées et subtropicales semi-arides datent de la deuxième moitié du XVIème siècle. A Urcuquí, en 1582, le premier canal est construit sous l'autorité des *caciques*

indiens (nobles) des *ayllus* (clans) de la région. Ils bénéficient de l'appui de missionnaires espagnols qui font oeuvre de "développement". L'innovation n'est pas tant dans l'établissement de l'ouvrage (l'outillage était d'ailleurs sommaire) mais dans le consensus ayant permis de mobiliser la société indienne et d'établir un partage de l'eau par jour de la semaine entre familles *caciques*, dans le but de cultiver du coton et de la coca.

Par la suite, les colons espagnols ou métis, éleveurs de moutons établis dans les espaces de parcours semi-arides (les *estancias*), perçoivent l'importance de

L'ÉQUATEUR EN CHIFFRES

Population : 10,8 millions

Superficie : 284 000 km²

PIB/habitant : 1010 \$

Population rurale : 45 %

Terres irriguées : 7,1 %

l'eau pour développer la culture de la canne à sucre et établir des moulins à sucre. Ils cherchent à obtenir des droits sur le Canal de *Caciques* à Urcuquí et les obtiennent par un accord avec les

caciques : en échange de l'accès à l'eau, ils devront prendre à leur charge l'entretien du canal. Il semble que ce procédé ait permis à beaucoup de colons d'entrer dans la gestion du patrimoine hydraulique.

Dans la deuxième partie du XVIIIème et au XVIIIème siècle, les *estancias* parviennent à accroître leur emprise foncière et hydraulique par différents moyens légaux ou imposés. Mais le Canal de *Caciques* s'avère vite insuffisant. Une course aux aménagements nouveaux se produit alors, si bien que toutes les ressources hydrauliques faciles d'accès sont rapidement saturées. Au XIXème siècle, les paysans d'Urcuquí ne disposent plus que de deux jours de tour d'eau par quinzaine, et leurs tentatives répétées auprès des tribunaux pour obtenir la restitution des droits historiques sur le Canal de *Caciques* s'opposent à la puissance économique et politique des *haciendas* de l'Équateur indépendant. Les *haciendas*, qui emploient l'essentiel de la population indienne, métisse et noire, utilisent les perfectionnements de l'hydraulique et des techniques de construction pour établir de nouveaux canaux équipés d'aqueducs, de tunnels et de siphons.

Au XXème siècle, après un nouveau conflit durement réprimé en 1927, le vil-

De la recherche à l'action

Réhabiliter le "Canal de Caciques"

A la suite de l'étude du fonctionnement de l'irrigation traditionnelle dans les Andes équatoriennes et à la demande des associations d'irriguants, Cicda mène une action dans les régions d'Urcuquí et de San Blas. Objectif : réorganiser le tour d'eau et établir un contrat social plus consensuel autour du partage de l'eau. Le projet prévoit de :

- renégocier le tour d'eau sur la base d'une fréquence d'arrosage adaptée aux systèmes de culture actuels (tous les quinze

jours au lieu de plus de 3 semaines) ;

- de diminuer le risque d'interruption du service et de consolider le canal pour diminuer les pertes lors du transport et de la distribution de l'eau ;
- d'assurer la transparence de la distribution de la ressource ;
- d'agir sur la fertilité des sols et la conduite des cultures pour mieux valoriser l'eau disponible ;
- de former des techniciens et des cadres dans le domaine de l'irrigation.

En collaboration avec l'Orstom et l'Institut d'études hydriques d'Équateur, l'impact technique et social des mesures prises durant le projet sera évalué afin d'établir des références et de diffuser l'expérience à d'autres périmètres irrigués traditionnels.

Cicda - Centre international de coopération pour le développement agricole
CAP 122 - 67, rue Robespierre
93558 Montreuil Cedex.
Tél. : 33 1 48 51 69 90.
Fax : 33 1 48 51 52 73.





THIERRY RUF

lage se mobilise à nouveau en 1944 avec l'appui des intellectuels de Quito, originaires d'Urcuquí. La lutte se place sur le terrain politique et aboutit au début de 1945 à la restitution intégrale de tout le débit du canal aux villageois (décision de l'Assemblée constituante à Quito), au détriment du propriétaire de la *Hacienda San José*, président du Parti conservateur.

Répondre aux nouveaux besoins.

Après ce succès, l'association des usagers du canal lance une inscription ouverte à tous les paysans pour enregistrer les nouveaux droits, en tenant compte des anciens droits pour le paiement de l'accès à l'irrigation : le tour d'eau se construit sur une base de 3 heures par hectare avec un module de 33 litres par seconde, en principe tous les 15 jours, nécessaire et suffisante pour l'irrigation complémentaire du maïs pluvial.

Depuis, le tour d'eau a sensiblement évolué : les usagers détiennent en moyenne 6 heures par hectare, et si tout le monde prend son droit au cours du tour d'eau, on doit attendre 25 jours

entre deux arrosages. L'allongement de la période du tour d'eau semble être un phénomène courant dans les systèmes irrigués anciens, en particulier lorsque l'agriculture évolue vers l'élevage extensif sur prairies. Mais à Urcuquí, le mouvement d'exode rural s'est inversé : depuis une douzaine d'années, les paysans - les jeunes surtout, faute de travail en ville - reviennent au village et se consacrent à une agriculture intensive fondée sur le haricot et le maïs récolté en frais, dont les besoins en eau sont à l'opposé de la prairie, surtout en termes de période entre deux arrosages : 14 jours au maximum. Cependant, chacun défend les droits d'eau familiaux dont il a hérité. Un nouveau contrat social sur le partage de l'eau est la clé de la réussite ou de l'échec de cette stratégie "intensive".

Cet exemple équatorien montre que la gestion de l'eau s'inscrit dans une perspective historique et que les règles n'en sont pas immuables. Mais il est clair qu'elles touchent au plus profond de la société paysanne et qu'elles met-

tent en jeu les institutions juridiques et politiques d'un pays.

Les choses évoluent d'ailleurs vite avec le désengagement de l'État qui prend la forme d'une privatisation des ressources naturelles communes, les terres et les eaux. Dans les prochains mois, une nouvelle loi sur l'eau devrait amener la privatisation des ressources et la création de marchés de l'eau. Des négociations intenses ont actuellement lieu entre les institutions politiques et les représentations paysannes sur l'opportunité d'une telle remise en question de la gestion commune de l'eau dans les systèmes d'irrigation qui couvrent près de 400 000 hectares, soit le tiers de la superficie agricole utile des Andes et qui concernent la moitié de la population paysanne. ■

(1) *Le Monde*, 30/06/1994.

* L'Orstom a mené, de 1987 à 1994, une étude en coopération avec l'Institut équatorien des ressources hydriques intitulée *Étude du fonctionnement de l'irrigation traditionnelle dans les Andes équatoriennes*.

Sola

COURRIER

Bimestriel - 50 F

DE LA PLANÈTE

Développement, environnement, les défis d'un monde solidaire



N°24
SEPTEMBRE
OCTOBRE
1994

L'OR BLEU DU XXI^{ÈME} SIECLE

remain l'étoile

1994

ORSTOM Documentation



07 JUIN 1995